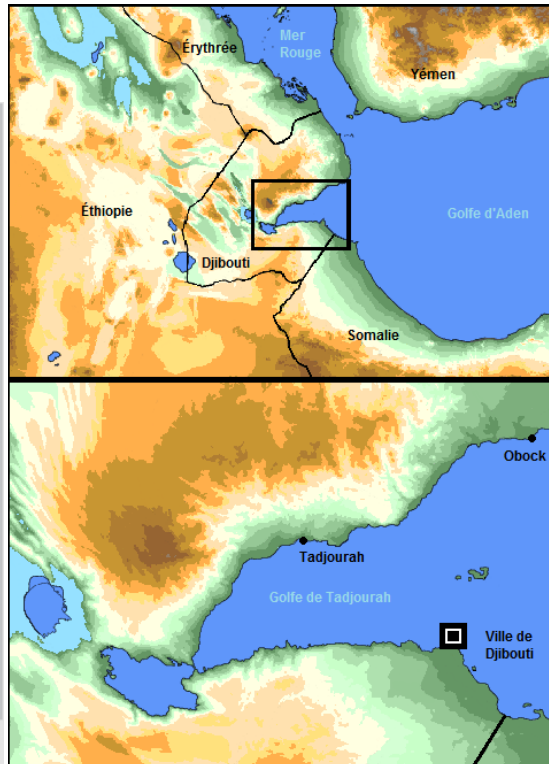


Autour du golfe de Tadjoura L'Éthiopie, Djibouti, la Somalie



L'Éthiopie

Page en construction

La fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle, l'Éthiopie connut un important processus de modernisation.

La nouvelle capitale, Addis-Abeba, fondée sur l'ordre de Taitu en 1886, devint rapidement un centre économique et politique stable, source de développement commercial et technique. Certains détails pittoresques, comme l'arrivée du cinéma, la construction d'un hôtel (le « Itegue Taitu », qui existe toujours) et l'apparition de différents articles de luxe, tels que les foulards, la soie et les parfums, témoignèrent, même s'ils ne concernaient que quelques privilégiés, de changements profonds. L'ingénieur suisse Alfred Ilg, nommé à la cour de l'Empereur Ménélik II puis Ambassadeur d'Éthiopie en Europe, a largement contribué à la modernisation de la nouvelle capitale Addis-Abeba.

Deux facteurs contribuèrent à l'ouverture progressive du pays sous le règne de Ménélik et Taitu.

Tout d'abord, l'amélioration progressive des transports – goudronnage des routes, construction de ponts de pierre et, surtout, création d'une ligne de chemin de fer de Djibouti à Dire Dawa (1902), rejoignant la capitale en 1917 – permit l'expansion du commerce et la diversification des importations.

Ensuite, la **modernisation des communications grâce à la ligne de téléphone et de télégraphe** conduite par rails entre Addis-Abeba et Djibouti permit d'établir des contacts commerciaux avec le reste du monde.

La première monnaie nationale, un service des postes, le premier hôpital (baptisé « Ménélik II ») et le premier journal apparurent également à cette période. Le regard de l'Impératrice Taitu se porta aussi au-delà des frontières immédiates de l'Éthiopie.

L'Empereur Ménélik II était l'un des plus grands dirigeants d'Éthiopie, régnant en tant que roi et empereur d'Éthiopie de 1889 à 1913.

Avant qu'il ne soit couronné, les Italiens s'étaient installés le long de la côte de la mer Rouge, établissant une colonie en Érythrée.

Les Éthiopiens et les Italiens sont initialement parvenus à un accord, le traité de Wichale sous l'empereur, mais l'interprétation italienne de l'accord a donné à l'Italie un protectorat sur l'Éthiopie. Lorsque Ménélik II a appris cela, il a renoncé au traité, ce qui a entraîné plusieurs escarmouches et une bataille majeure à Adwa. L'armée italienne a été vaincue lors de la bataille d'Adwa le 1^{er} mars 1896. Le traité étant annulé, les Italiens se sont retirés et Ménélik a commencé une modernisation de son royaume dont le chemin de fer, le télégraphe, le téléphone...

1889-1890 Le premier incident événement ou incident qui marque l'arrivée du téléphone, fut lorsque **Ras Makonnen** (l'un des généraux de Ménélik et gouverneur de la ville orientale de Harar) **apporta un appareil téléphonique** à son retour d'un court séjour en Europe en **1889**.

Ménélik fit l'acquisition de cet appareil et l'ordonna à un technicien français de le faire fonctionner. Après s'être assuré que le fil téléphonique était tendu entre deux halls de l'enceinte du palais et commençait à fonctionner correctement, le Français a remis sur le récepteur à l'empereur et ce dernier a entendu la voix d'un des fonctionnaires de son palais. Sa première réaction, quoique un peu frénétique, a été de laisser tomber le récepteur sur la table et de marcher jusqu'à la fenêtre afin de vérifier si la voix qu'il entendait sur la ligne téléphonique provenait de l'agent alors qu'il se tenait à l'extérieur de la maison, seulement pour faire une farce idiote. Mais ce n'était pas le cas. Ménélik découvre que la personne qui lui parlait lui parlait en fait à travers le fil alors qu'il se trouvait dans un autre bâtiment qui était très éloigné de la pièce où il se trouvait.

Par la suite, les bureaux du palais ont été reliés par une ligne téléphonique.

Cela a été bientôt suivi par une forte opposition de l'Église orthodoxe éthiopienne. Comme l'a expliqué Paulos Nono, un contingent de prêtres a été envoyé au palais pour exprimer l'opposition de l'Église. L'Église a condamné l'appareil comme l'œuvre du diable et a insisté pour qu'il soit jeté.

Néanmoins, cette opposition n'était peut-être pas tant due au conservatisme qu'à une tentative de définir et de placer la nouvelle « chose » dans son contexte. Des réactions similaires abondaient dans le pays où le téléphone a été développé. Le téléphone a d'abord été associé à la sorcellerie aux États-Unis.

En 1892, Ménélik II confie à Léon Chefneux la tâche de localiser le ravitaillement d'une **ligne télégraphique reliant Addis Abeba et Harar**.

En tant que fondation des Postes, Télégraphes et Téléphones (Télécommunications) éthiopiens, sa construction a commencé à partir de 1897. Chefneux a reçu une commande de Ménélik pour produire des pièces de monnaie et des timbres le 10 février 1893.

En 1894 La première grande **ligne téléphonique** construite s'étendait sur une distance totale d'environ **477 kilomètres** et reliait **Harar**, un important centre commercial de la région orientale, à **Addis-Abeba**, la capitale. La ligne, dont la construction n'a duré que deux ans, a également interconnecté de petites villes situées le long du tracé.

Immédiatement après la ligne téléphonique, une **ligne télégraphique** a été installée suite à la construction de la première et unique ligne de chemin de fer du pays, le chemin de fer Ethio-Djibouti,

Plusieurs itinéraires partant d'Addis-Abeba pour relier les centres administratifs provinciaux et les grandes villes ont été prolongés avant la construction du réseau routier.

La première ligne télégraphique en Éthiopie a été construite dans les années **1897-1899** entre les villes de Harar et la capitale Addis-Abeba.

Ceci a été prolongé en 1904 par une ligne qui provenait d'Addis-Abeba via Tigray en Érythrée et à Massawa, et l'année suivante par une ligne de nouveau d'Addis-Abeba à Gore dans la province d'Illibabor et de Jimma à Kaffa.

Les premiers téléphones ont été apportés par Ras Makonnen d'Italie en **1890** et liés entre le palais et le trésor impérial;

Le bruit des voix désincarnées effrayait les prêtres locaux, qui pensaient que c'était le travail des démons. L'empereur Menelik II a répondu à leurs manifestations avec dédain et a ensuite utilisé le téléphone pour donner des ordres à ses gouverneurs provinciaux.

L'empereur Haile Selassie avait commencé le processus d'introduction des émetteurs radio au pays à usage civil et militaire dans les années précédant l'invasion italienne.

En 1897 Par la suite, la capitale a été reliée par des fils téléphoniques à certaines provinces et plus tard au monde extérieur.

Menelik exerçait sa supervision quotidienne sur ses gouverneurs par téléphone, et ils devaient lui téléphoner même pour des questions relativement mineures. Il vérifiait également les mouvements des caravanes, car de nombreuses stations téléphoniques étaient aussi des kéla ou des postes de douane. Les résultats des batailles rangées en Éthiopie, par exemple la bataille de Korām en 1909, étaient téléphonés au gebi [le palais impérial]. Menelik était également rapidement informé des événements mondiaux importants par télégramme.

L'expansion successive des lignes téléphoniques durant les premières années du règne de l'empereur Haïlé-Sélassié avait joué un rôle central pour faire face à la résistance à certaines crises politiques dans la capitale.

En plus de ses fonctions de moyen de communication, le téléphone a largement contribué à faire taire l'opposition venant de l'Église. Le téléphone, en tant que cas modèle, a médiatisé ou co-formé la lutte de l'empereur avec les forces qui ont tenté de contrecarrer son projet de modernisation. En conséquence, Menelik a pu poursuivre ses programmes restants.

L'Éthiopie possède tout d'abord une nouvelle capitale dont l'emplacement a été choisi par l'impératrice. Et cette ville est déjà reliée au reste du monde par le télégraphe et le téléphone. Sâdiq al-Mu'ayyad s'est renseigné sur les lignes télégraphiques, dont l'une passe par Harar, Djibouti, Périm et puis l'Égypte, et l'autre par Asmara, Massawa et Périm. Il y a aussi une ligne téléphonique, œuvre d'Alfred Ilg, mais, en 1903, elle ne relie encore qu'Addis-Abeba et Harar.

A mesure que la santé de Ménélik se dégradait, à partir de 1906, le réseau de l'Impératrice, autrefois efficace, commença à se déliter, puis finit par se disloquer totalement. En mars 1910, le pouvoir qu'elle exerçait au niveau politique depuis que l'incapacité de son époux avait été reconnue, suscita un violent mécontentement public et elle fut contrainte d'y renoncer. Forcée de demeurer dans le palais jusqu'à la mort de son époux malade, en 1913, elle se retira ensuite dans les montagnes d'Entoto, où elle s'éteignit à son tour en 1918.



Le central téléphonique d'Addis-Abeba au début des années 1930.

En 1930, une distance de route de 7 000 kilomètres était achevée et plus de **170 villes étaient desservies par le réseau téléphonique**.

Le développement du réseau téléphonique longue distance de l'Éthiopie, en particulier pour atteindre les zones stratégiques du pays et les villes frontalières, a été un exploit remarquable compte tenu du terrain accidenté et de l'absence de systèmes de transport modernes.

Les services de communications internationales, cependant, ont mis plus de temps à se développer.

Jusqu'à la fin de 1930, Asmara et Djibouti, tous deux sous domination coloniale à l'époque, étaient les deux seules localités ayant des liaisons internationales.

Sur le plan administratif, le système de communication éthiopien était géré par un bureau du palais impérial, où il bénéficiait de l'attention et de la supervision directes de l'empereur aidé par l'assistance d'experts étrangers (qui en 1907 furent remplacés par des Éthiopiens).

Au début du XIXe siècle, un groupe d'experts français a entrepris un projet d'étude et de restructuration des télécommunications et des administrations postales éthiopiennes. Cela a pris plus de deux ans (1909–11) et est devenu la pierre angulaire de la création du ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones du pays.

Au fil du XIXe siècle, la demande de service téléphonique a augmenté à un rythme rapide et de nouvelles stations s'étendant dans différentes directions ont été ajoutées dans diverses régions du pays.

Pendant ce temps, les hostilités entre les puissances coloniales concurrentes - la Grande-Bretagne, la France et l'Italie - se développaient dans la Corne de l'Afrique, mettant la souveraineté et l'indépendance de l'Éthiopie dans une position précaire. L'empereur a été contraint d'agir rapidement et a pris des mesures pour sauvegarder la souveraineté du pays. Membre à la fois de la Société des Nations et depuis 1932 de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), l'Éthiopie a ainsi pris des mesures pour s'affranchir de la dépendance à l'égard de l'administration étrangère de son trafic international.

En 1934, l'Éthiopie avait établi des liaisons radiotéléphoniques directes avec le Caire, Djibouti, Aden et Londres et peu après a créé un centre de formation aux communications radio pour les Éthiopiens afin de remplacer les expatriés qui s'occupaient du trafic national (qui comprenait des affaires publiques confidentielles).

Le 5 mai 1936, les Italiens mettaient fin à la guerre victorieusement en capturant Addis-Abeba.

Depuis dans les trois jours entre la fuite du Négus et l'entrée des Italiens, non seulement la plupart des maisons habitées par les Européens furent détruites par les pillards Abbésiniens, y compris le central téléphonique avec une vieille armoire Ericson, mais toute communication téléphonique fut rendue impossible. Cette carence était d'autant plus visible que la zone urbaine d'Addis-Abeba avait un diamètre de près de 20 km. Les centres de terrain mis en place immédiatement par les troupes italiennes ne pouvaient guère répondre aux besoins des militaires, de sorte que l'acquisition rapide d'un nouveau centre téléphonique répondant aux exigences devint une nécessité absolue.

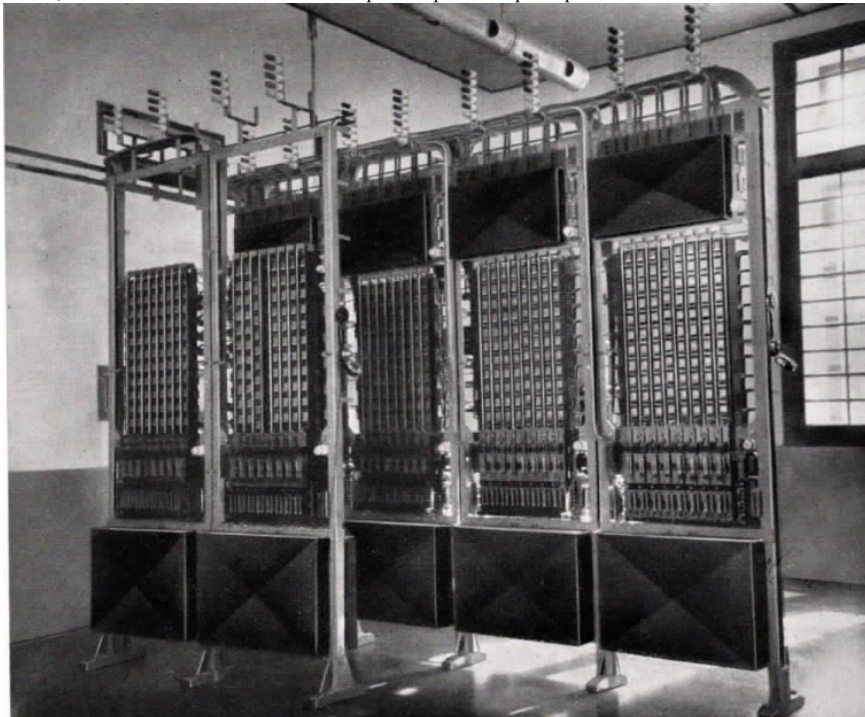
Les matériaux que nous avions déjà chargés sur le navire ont donc été rapidement redirigés vers Addis-Abeba, où **Radiar** (Anonima Radiar à Rome.) a rapidement ouvert un bureau de construction. Il fallait non seulement mettre en place le bureau et certaines succursales, mais aussi l'ensemble du réseau externe. Pour soutenir la construction du bureau, le TN a envoyé un ingénieur et un auditeur principal de Francfort qui connaissaient bien les conditions italiennes.

Un bâtiment spécial à proximité du "Petit Ghebi", siège des services gouvernementaux, a été mis à disposition pour installer les installations de commutation.



Addis-Abeba

Étant donné que l'agrandissement final du siège prévu à Mogadiscio n'était pas suffisant pour la capitale naissante de l'empire italien, une attention particulière y a été accordée lors de la première extension avec 400 connexions d'abonnés. Une extension en 3 groupes était prévue, à savoir le premier groupe avec 500 abonnés selon le système 1000, c'est-à-dire avec une numérotation à 8 chiffres, exclusivement pour les administrations, les deuxième et troisième groupes avec 1000 connexions chacun selon le système 10.000, c'est-à-dire avec Numéros à 4 chiffres pour les postes téléphoniques civils.



Les appels longue distance ont été transférés depuis 2 armoires longue distance. En plus du central local et des interphones, TN a fourni, entre autres, toute une gamme de centraux privés

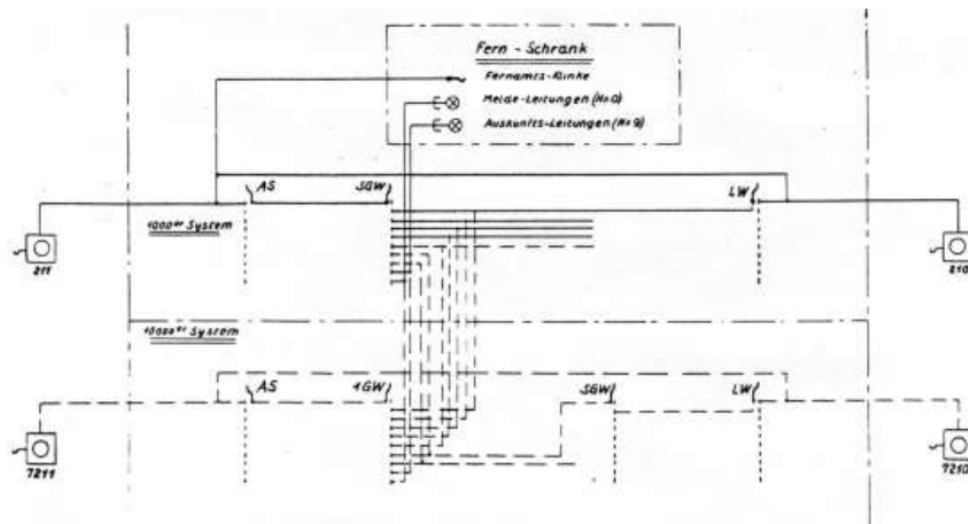
- Stato Maggiore, anciennement Parlement abessin
- Commando Géniof du gouvernement militaire italien
- Villa Italie, euh. italien Ambassade
- Banque de Rome
- Gare du chemin de fer franco-éthiopien vers Djibouti à Addis Abeba.
- Palais de l'Ec. Négus en petit Ghebi

Malheureusement, la société italienne **Radiar** n'a pas été en mesure de répondre aux exigences et aux délais de plus en plus élevés fixés par les autorités. Bien que le central téléphonique TN et les centraux privés aient été achevés dans un délai très court avec l'aide de TN, la réalisation du réseau extérieur a progressé très lentement en raison des grandes difficultés de transport des matériaux depuis la côte.

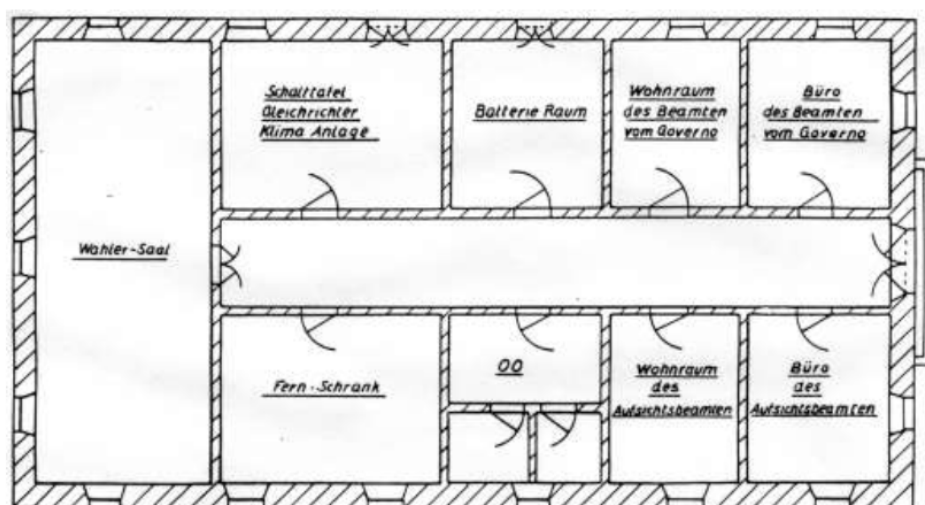
Dans le but de soutenir le gouvernement colonial dans sa planification généreuse, une société spéciale fut créée en Italie, la **FITAOL**, Forniture Impianti Telegrafonici Africa Orientale Italianar, spécifiquement dans le but d'étendre le système téléphonique éthiopien, doté d'un capital très important. Toutes les entreprises de l'industrie italienne des télécommunications faisaient partie de cette société ; toutes les entreprises étrangères qui n'avaient pas d'usines ou de succursales en Italie n'étaient pas incluses dans l'association.

Cela signifiait que le TN, qui avait fabriqué entièrement en Allemagne tous les équipements et panneaux de commande livrés à l'Abyssinie, était exclu des livraisons ultérieures à l'Abyssinie. La Radiar a été contrainte d'abandonner ses droits au profit du nouveau groupe.

La nouvelle société a ensuite repris les systèmes TN, qui fonctionnaient à pleine satisfaction depuis un an et demi.



Circuit de base du bureau à sélection automatique à Addis-Abeba.



Disposition du bâtiment téléphonique à Addis-Abeba

Ce processus fut malheureux dans la mesure où la proposition de TN d'équiper uniformément tout l'empire italo-africain de systèmes téléphoniques automatiques TN avait trouvé un terrain fertile auprès des autorités italiennes et avait conduit aux premières livraisons.

Plus tard en 1990, l'Italie n'était plus propriétaire de ces zones, mais les liens qui avaient été établis avec les puissances coloniales et leurs fournisseurs étaient généralement maintenus et les nouveaux fournisseurs italiens bénéficiaient donc d'avantages, notamment grâce à des techniciens de service locaux et formés, l'attribution de contrats supplémentaires, commandes de suivi.

1938 À la suite de la guerre italo-abyssinienne, au cours de laquelle les Italiens ont lancé leur attaque depuis l'Érythrée et le Somaliland, les villes côtières, notamment Massaua en Érythrée et Mogadiscio, ont connu une prospérité extraordinaire.

Le ministère italien des Colonies a donc décidé de se doter d'un **central automatique pour Mogadiscio** et a chargé la Società Historischeverein Informationstechnik e.V. de réaliser ce travail.

Parmi les différents systèmes, **Radiar** (Anonima Radiar à Rome.) a choisi le système **TN-Fallwähler**, connu pour avoir été utilisé par le bureau de Benghazi, la capitale de la colonie italienne, en 1934.

Pour la ville de Mogadiscio, il y avait un bureau central basé sur le système 1000 avec une extension provisoire de 400 lignes d'abonnés et la possibilité d'étendre jusqu'à 800.

Lorsque la **seconde guerre mondiale a éclaté** et que les puissances fascistes ont envahi l'Éthiopie, les installations de télécommunications ont été ciblées pour être détruites afin de priver les forces de résistance de l'accès à l'information. La plupart des installations et installations de télécommunications éthiopiennes ont été détruites et les communications locales et internationales interrompues.

Réalisant cependant que les liaisons de télécommunications étaient vitales pour leurs opérations, les forces italiennes ont rapidement fait des efforts pour restaurer ce qu'elles avaient détruit. À leur tour, les forces de résistance éthiopiennes ont mis hors service ces lignes réhabilitées et ont perturbé les efforts de restauration.

Malgré leurs efforts antérieurs, vers la fin de la période d'occupation, les Italiens avaient commencé à restaurer le système de télécommunications éthiopien, installant **des centraux téléphoniques automatisés à Addis-Abeba et Asmara** (d'une capacité de 1 500 et 1, 200 lignes, respectivement).

En 1941, alors que les forces italiennes fuyaient finalement le pays, elles détruisirent le service téléphonique d'une centaine de villes éthiopiennes, qu'elles avaient elles-mêmes restaurées. En conséquence, à la fin de la guerre, seule une poignée de stations éthiopiennes fonctionnaient, très mal.

Réhabilitation et extension du réseau (1941-1973)

Le ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones fut rétabli et l'énorme tâche de reconstruction commença peu de temps après.

Certaines des stations éloignées du pays ont été temporairement desservies par radiotéléphone, et la station de transmission radio à l'extrémité sud-ouest d'Addis-Abeba a été réhabilitée et remise en service.

Mais la tâche de remettre en état les infrastructures endommagées dans tous les secteurs de l'économie éthiopienne était énorme et presque insurmontable. Étant donné que les fonds et la main-d'œuvre qualifiée n'étaient pas disponibles en nombre suffisant, les organismes d'aide internationaux ont dû être contactés.

En 1950, la première Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) est venue en Éthiopie pour mener une enquête sur la possibilité de réformer le ministère et de créer une organisation chargée de la seule responsabilité de rétablir et d'étendre les services de télécommunications de l'Éthiopie.

(La partie technique de leur étude a en fait été réalisée par un groupe d'experts de l'International Telephone and Telegraph Corporation, ITTC.)

L'étude proposait un programme d'investissement à court terme (trois ans) de 2,2 millions de dollars à réaliser projet de réhabilitation. Il a également proposé la création d'un

organisme semi-autonome des télécommunications chargé de l'entretien et du développement du réseau de télécommunications du pays.

En 1952, les propositions faites par les experts techniques de l'ITTC ont été acceptées et la création du Conseil quasi gouvernemental des télécommunications a été approuvée par le gouvernement éthiopien. Par la suite, le Conseil impérial des télécommunications d'Éthiopie (IBTE) a été créé en tant qu'organisation à charte par la proclamation n° 131 en octobre 1952. L'organisation devait être indépendante du ministère des Postes, Télégraphes et Téléphone et avait les principaux objectifs suivants:

- Réhabiliter, étendre et entretenir les installations de télécommunications de l'Éthiopie et s'engager à but lucratif dans le secteur des télécommunications civiles.
- Agir en tant qu'agent du gouvernement éthiopien pour toutes les questions relatives aux services de télécommunications à l'intérieur et à l'extérieur du pays.
- Établir des procédures de formation appropriées et un institut de formation pour le personnel actuel et futur du conseil.

Outre ces objectifs spécifiques, l'objectif général de l'IBTE était de fournir et de maintenir efficacement des services de télécommunications satisfaisants pour le grand public. Afin d'atteindre ces objectifs et de répondre à la demande toujours croissante de services, l'IBTE a périodiquement entrepris des réformes structurelles et des modifications de son organisation.

Le Conseil impérial des télécommunications d'Éthiopie (IBTE) a commencé ses activités en tant qu'organisme autonome le 1er janvier 1953, avec une structure organisationnelle adaptée à ses fonctions à l'époque. Ce premier arrangement organisationnel, entré en vigueur en mars 1953, est resté en place pendant une dizaine d'années. Dans cette structure, la prise de décision était fortement centralisée, en partie à cause de la pénurie de main-d'œuvre hautement qualifiée et en partie en raison de la nécessité à la fois d'un suivi plus étroit et d'un contrôle plus strict des activités.

Le changement majeur de l'IBTE a eu lieu en 1971. Une nouvelle structure hiérarchique s'étendant du directeur général aux départements, divisions, régions, succursales, zones, sous-zones, sections et unités ou bureaux a été établie sous le nom d'Autorité éthiopienne des télécommunications (ETA).

Depuis la création de la structure organisationnelle en 1971, un nombre considérable de changements ont eu lieu dans le domaine des télécommunications.

Le nombre d'abonnés, par exemple, a presque doublé et, dans les années 1990, la demande a continué de croître rapidement.

Les types de services offerts et la zone de couverture fournie se sont également élargis, et les progrès rapides de la technologie des télécommunications ont présenté de nouveaux défis et de nouvelles responsabilités.

L'ETA devra se réorganiser pour faire face à ces défis et être à la hauteur des attentes des années à venir. À cette fin, une étude approfondie a été réalisée par l'Autorité au début des années 1990 et soumise à l'appréciation du conseil d'administration.

Après un long retard, la structure proposée a été rejetée et un nouveau groupe a été formé en 1994 pour mener une nouvelle étude et proposer une proposition alternative.

Développement récent des télécommunications

Cela fait près de cent ans que le téléphone a été introduit en Éthiopie et environ quatre décennies depuis qu'une approche systématique du développement des télécommunications du pays a été adoptée. En termes de densité téléphonique, de qualité de service, de productivité du travail et d'abordabilité, le service de télécommunications éthiopien se compare favorablement à de nombreux pays africains.

Au milieu des années 90, cependant, le développement économique de l'Éthiopie, mesuré par des indicateurs tels que le PIB, était encore l'un des plus bas d'Afrique. La structure de la production économique du pays au milieu des années 1990 a très peu changé depuis le début des années 1980, avec la part de l'agriculture dans le PIB à 48 %, celle de l'industrie (comprenant la fabrication, l'électricité, l'eau, la construction et l'exploitation minière) à seulement 11 %, et services à un respectable 41 pour cent. À titre de comparaison, selon le Rapport sur le développement dans le monde de 1989, la part du PIB de l'agriculture et de l'industrie en Afrique subsaharienne était de 31 % et 26 %, respectivement, en 1987.

Depuis la création en 1953 6 programmes de développement ont été menés dans le pays.

Au cours des quatre premiers programmes de développement, mis en œuvre entre 1958 et 1973, un investissement total de 50,2 millions de dollars a été réalisé. Ces programmes de développement ont été financés en partie sur les fonds propres de l'IBTE (45,4%) et en partie par des sources externes : 28,8% par un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) ; 22,3 % d'un prêt de l'Agence suédoise de développement international (SIDA) ; et 3,5 pour cent d'une subvention de l'USAID.

À la fin du quatrième programme de développement des télécommunications, le service téléphonique éthiopien avait atteint 343 villes et villages, et il y avait **47 263 abonnés au téléphone**, un total de 63 689 téléphones et 271 abonnés au télex.

Le cinquième programme de développement des télécommunications (1974-1979)

Le cinquième programme de développement des télécommunications (FTDP) devait initialement être mis en œuvre au cours de la période quinquennale 1974–79.

La mise en œuvre effective du programme a toutefois commencé en 1975 et a duré jusqu'en 1984.

Au cours de cette période, l'Éthiopie a connu de grandes difficultés politiques et économiques. Un conflit interne généralisé et une agression étrangère avaient déjà exacerbé la pénurie du pays. Sur la scène internationale, la fin des années 1970 et le début des années 1980 ont été une période au cours de laquelle le prix du pétrole et des produits manufacturés augmentait rapidement. La valeur du yen japonais augmentait également, rendant l'équipement japonais plus difficile à se permettre pour l'ETA.

Bien que les dépenses d'investissement totales prévues pour le cinquième programme aient été proches de 62 millions de dollars EU, les dépenses réelles ont dépassé 72 millions de dollars EU. Les échanges urbains à eux seuls ont nécessité 52 % de plus que les dépenses prévues.

Les réalisations du FTDP peuvent être résumées comme suit :

- Dix nouveaux centraux automatiques d'une capacité totale de 32 200 lignes ont été installés.
- La capacité des centraux existants dans dix-huit villes (y compris la capitale) a été augmentée d'un total de 22 000 lignes.
- Le service de numérotation interurbaine d'abonné a été introduit dans six villes.
- Une longueur totale de route de 1 917 kilomètres de système de relais radio micro-ondes, reliant un certain nombre de capitales régionales à Addis-Abeba, a été établie.
- Une station terrienne satellite et un central télex automatique ont été mis en service pour répondre aux routes internationales. En juin 1985, l'Éthiopie disposait de liaisons directes par satellite avec un total de treize villes d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des États-Unis; et des liaisons hertziennes directes ont été établies avec Djibouti, le Kenya et la Tanzanie.

Le sixième programme de développement des télécommunications (1984–1991)

Initialement prévu pour 1984–88, il a été prolongé jusqu'en 1993 pour un certain nombre de raisons, les plus importantes étant l'insuffisance des capacités de mise en œuvre, la pénurie de matériaux de construction et de devises, et les retards dans la mobilisation des ressources. Les fonds des donateurs. Le SXTDP différerait considérablement du FTDP dans le montant des dépenses en capital prévues, dans les objectifs qu'il s'était fixé d'atteindre et dans le niveau de technologie utilisé.

L'investissement total du SXTDP s'est élevé à 150 millions de dollars, soit 150 % de plus que celui du FTDP.

Le SXTDP a entrepris d'**augmenter la capacité des centraux téléphoniques** du pays de 123 900 au début de 1984 à 195 000 lignes en 1988.

Le chiffre réel pour l'année cible était de 125 665, soit 35,6% de moins que l'objectif. De même, les abonnements devaient augmenter à un taux annuel moyen de 12 %, passant de 89 544 en juin 1984 à 140 000 lignes d'échange direct (LEL) en juin 1988. Cependant, le nombre réel d'abonnés en 1988 était de 24,3 % inférieur à l'objectif.

Compte tenu de la faiblesse générale des performances économiques de l'Éthiopie dans la seconde moitié des années 1980 et de l'incapacité de l'ETA à attirer des fonds suffisants à temps, les réalisations réelles du SXTDP peuvent être jugées satisfaisantes.

Parmi les autres réalisations du SXTDP, mentionnons les suivantes :

- Les installations de numérotation interurbaine d'abonné ont été étendues à vingt-sept villes, soit une augmentation de 69% par rapport au chiffre au début du programme.
- La pénétration des télécommunications rurales a été augmentée par l'ouverture de 150 bureaux d'appel publics supplémentaires.
- La numérotation directe internationale a été introduite dans certaines zones d'échange.
- La deuxième station satellite terrienne (norme A) fonctionnant avec le segment spatial du satellite de l'océan Indien a été créée en 1986.

Le septième programme de développement des télécommunications (1992–1997)

Conformément à la pratique de longue date de l'ETA consistant à guider ses activités de développement via des programmes de développement quinquennaux, le septième programme de développement des télécommunications (PDTS) a reçu l'approbation du gouvernement pour sa mise en œuvre au début des années 1990. Initialement prévu pour une mise en œuvre entre 1990 et 1994, le PDTS a été reprogrammé pour une mise en œuvre au cours de la période 1992–93 à 1996–97.

La mise en œuvre a effectivement débuté en 1993. Ses principaux objectifs étaient les suivants :

- Étendre les services de télécommunications de base au plus grand nombre possible de collectivités rurales.
- Offrir des connexions téléphoniques à autant de clients urbains que possible pour aider à réduire l'écart existant entre l'offre et la demande.
- Améliorer la qualité du service en faisant passer autant de centres de commutation qu'il était économiquement viable d'un fonctionnement manuel à un fonctionnement automatique et en maintenant le taux de panne à un minimum réaliste.
- Améliorer le service de télécommunications internationales en augmentant les liaisons directes avec d'autres pays, conformément aux liens économiques et culturels de l'Éthiopie.

Pour atteindre ces objectifs, le PDTS a décrit un certain nombre de stratégies qui comprenaient les étapes suivantes :

- Aggrandir les installations existantes et en installer de nouvelles.
- Revoir la structure organisationnelle en vue de l'adapter à l'évolution des besoins.
- Améliorer la qualité de service par une bonne maintenance des installations et un bon dimensionnement des circuits.
- Mettre en place un atelier de maintenance centralisé pour entreprendre efficacement la maintenance de la nouvelle génération d'équipements et d'usines.
- Élargir et moderniser l'Institut de formation afin qu'une formation plus approfondie et de plus haut niveau puisse être offerte.

Dans le cadre du PDTS, le nombre total de stations téléphoniques en Éthiopie, y compris les bureaux d'appel publics et les centraux manuels et automatiques, devait passer de 522 en 1992 à 672 en 1997, soit une augmentation de 150 nouvelles stations .

Selon les projections, le nombre de stations dotées de centraux automatiques passerait de 35 en juin 1992 à 58 en 1997.

La capacité totale des centraux devait croître à un taux annuel moyen de 15 % pour atteindre 340 070 lignes en 1997.

La majeure partie de l'augmentation prévue (158 592 lignes) proviendraient des centraux téléphoniques automatiques.

Au milieu des années 1990, deux stations terriennes (de norme A) fonctionnant avec le système Intelsat - un central téléphonique numérique à passerelle semi-automatique et un central télex électronique entièrement automatique - fournissaient des services téléphoniques et télex internationaux en Éthiopie. Les circuits satellites et micro-ondes étaient utilisés pour les liaisons internationales, ce dernier mode étant limité aux liaisons avec les pays voisins.

En 1991, l'Éthiopie disposait de liaisons satellite directes avec dix-sept pays. Parmi ceux-ci, un seul (la Côte d'Ivoire) se trouvait en Afrique, sept étaient des États membres de la Communauté économique européenne, trois étaient des pays du Moyen-Orient et six représentaient le reste du monde. Plus de 75 % des circuits par satellite de l'Éthiopie en 1991 étaient avec la France, l'Italie, l'Arabie saoudite, le Royaume-Uni et les États-Unis.

Au cours du PDTS, la plupart des investissements alloués au service international devaient servir à augmenter le nombre de circuits sur les liaisons existantes. Le nombre de circuits téléphoniques directs devait passer de 249 en 1992 à 349 à la fin du programme. Des liaisons de télécommunications directes avec le Soudan et la Somalie, basées sur des systèmes de relais radio micro-ondes, étaient également prévues. En outre, l'Éthiopie représentait deux chaînons manquants sur le réseau Panaftel que l'Éthiopie et ses deux voisins devaient achever dans le cadre du projet Panaftel.

1993 Le réseau de télécommunications éthiopien se compose d'un système intégré de câbles, de centres manuels et automatiques, de systèmes de relais radio VHF/UHF et micro-ondes, de stations terrestres par satellite et d'équipements dans les locaux des clients.

Le nombre total d'appareils téléphoniques était de 160 000, ce qui équivaut à une densité de 0,31 téléphone pour 100 habitants - un taux de pénétration très faible, même selon les normes africaines.

En 1993, il n'y avait que 475 postes téléphoniques publics en Éthiopie, soit un poste téléphonique pour 2 341 kilomètres carrés de surface terrestre et plus de 90 000 habitants ruraux. Cependant, en raison de la répartition non uniforme de ces stations, il existe des régions d'Éthiopie où une station téléphonique doit couvrir une superficie supérieure à 7 800 kilomètres carrés.

La croissance de la capacité d'échange en Éthiopie est bien inférieure à la croissance de la demande de services téléphoniques.

En 1993, il y avait 141 000 abonnés enregistrés en attente, soit l'équivalent de 107 % du nombre total de lignes connectées. Au taux de connexion prévu, il faudrait environ sept ans pour résorber l'arriéré de la demande téléphonique enregistrée.

Les centraux utilisés dans le réseau de télécommunications éthiopien peuvent être classés en trois types : manuels, électromécaniques et électroniques (numériques). En 1993, sur la capacité d'échange totale du pays de 169 000 lignes, 16 % étaient manuelles, 46 % étaient électromécaniques et 38 % étaient numériques.

Les premiers centraux numériques ont été installés lors du sixième programme de développement des télécommunications.

Le réseau de télécommunications éthiopien utilise une combinaison de moyens de transmission traditionnels et modernes.

La plupart des 506 villes et villages dotés de services téléphoniques sont interconnectés par des lignes filaires ouvertes, de même que toutes les liaisons acheminant un trafic léger entre les petites et moyennes villes.

Le système de transmission à distance est le système de relais radio micro-ondes à 960 canaux. Les routes secondaires, loin des lignes filaires ouvertes, sont desservies par des systèmes VHF et UHF.

Djibouti

Page en construction

La ville de **Tadjourah** paraît avoir constitué, assez tôt, une des rares agglomérations permanentes, sans doute liée au sultanat d'Ifat, puis d'Adal entre les XIII^e et XVI^e siècles. Mais le territoire correspondant à l'actuel Djibouti s'est surtout constitué au fil de l'*extension de l'occupation française à partir de 1885* : Territoire d'Obock et dépendances jusqu'en 1896, puis Côte française des Somalis (CFS) jusqu'en 1967, puis Territoire français des Afars et des Issas (TFAI), avant de devenir indépendant le 27 juin 1977, sous le nom « république de Djibouti ».

Sa population en 2022 est estimée à environ 1 million de Djiboutiens.

Dans l'esprit des Européens du 19^e siècle, au moment où, justement, ils allaient s'engager dans la conquête de l'Afrique, cette partie de la planète demeurait largement terra incognita. On se souvient des termes dans lesquels les participants à la Conférence de Berlin (1885), chargés par Bismarck de « partager » à l'amiable le continent entre les États européens intéressés, avaient fixé les règles du jeu : « Tout Etat civilisé possédant des points d'appui sur la côte peut pénétrer le continent jusqu'à ce qu'il rencontre un autre Etat civilisé ou un obstacle naturel ». Les colonnes militaires françaises et britanniques qui se sont lancées dans cette « course au clocher » en Afrique de l'ouest ne se sont guère soucies de savoir quelle était la nature de l'espace politique qu'ils allaient occuper, et si une organisation spatiale préexistait à leur intrusion.

Il en était de même dans la Corne de l'Afrique qui paraissait, de surcroît, inhospitalière. Elle a longtemps évoqué l'image de « vastes étendues brûlantes et désertiques parcourues par quelques petits groupes de nomades irréductibles ».

Cela va tourner autour de lieux, sorte de points d'appui ou d'escales qui allaient par la suite devenir des têtes de pont pour une pénétration plus profonde des colonisateurs vers l'intérieur des terres. On en repère plusieurs : d'abord Aden, où les Anglais décident, en 1829, d'installer un dépôt de charbon pour ravitailler plus facilement leurs navires (de commerce et de guerre), puis l'îlot Perim, au cœur du Bab el Mandeb, qu'ils occupent en 1858 et où ils implantent un relais télégraphique pour établir le contact presque direct (via l'Égypte) avec Londres.

Importance des lieux : le petit îlot Perim, situé à quelques encablures de la presqu'île yéménite de Cheikh Saïd (longtemps propriété de négociants français), était la tour de contrôle de l'entrée en Mer Rouge, et les Anglais avaient déjà en tête le creusement du canal de Suez (1869). Sur la carte européenne de l'espace politique, des points (Aden, Périm) et des tirets (le canal) balisent un nouvel itinéraire reliant l'Europe à l'Asie. On a changé d'échelle. Des réseaux s'esquissent (le télégraphe, les points de ravitaillement en eau potable et en charbon), et les flux commerciaux s'infléchissent.

En juillet 1885, la capitale Obock comptait 800 habitants, en 1886, il y en avait 2000. 22 commerçants dont 12 Européens s'étaient installés à Obock. Il n'y avait pas encore de besoin de télécommunication pour ci peu de colons à cette date.

Le 30 juin 1886, la Compagnie des Messageries Maritimes signait avec l'État une convention pour l'acheminement du courrier et le transport des fonctionnaires. Un agent de la compagnie vint donc s'installer à Obock où les navires devaient faire escale.

De leur côté, les Français, quoique bâtisseurs du Canal de Suez, sont en retard, même si les richesses de l'Abyssinie et leur caution chrétienne ne leur ont pas échappé. Ce n'est

qu'en 1888 qu'ils ouvrent un port de charbonnage à **Obock**, et ils se résignent à passer par Perim, donc par Londres, pour leurs liaisons télégraphiques. Mais il va (enfin) falloir tenir compte des conditions locales : outre que le charbon y revient plus cher qu'à Aden, et que l'eau y est trop sulfureuse, Obock n'est pas le terminus d'une grande piste caravanière drainant l'arrière-pays (essentiellement en esclaves) et l'irriguant en retour (de sel et d'armes). Il va donc falloir chercher ailleurs et, pour cela, traiter avec les sultans locaux.

Ces négociations vont aboutir à la « première territorialisation » de cet espace que l'on disait indifférencié. La France et la Grande Bretagne tracent entre elles, le 8 fév 1888, la première frontière dans la Corne : « Les protectorats exercés par la France et la Grande Bretagne seront séparés par une ligne droite partant d'un point situé en face du puits d'Hadou, et dirigée sur Abassauou en passant à travers des dits puits ; d'Abassauou la ligne suivra les routes des caravanes jusqu'à Bia Kabouba, et de ce dernier point elle suivra la route des caravanes de Jerbal à Harrar. »

Obock est le débouché d'un **câble télégraphique sous-marin** qui relie la **colonie française à Aden** via l'île de Périm, construit par la société Eastern Telegraph Company (autorisée en 1889 pour une concession de vingt ans).

Djibouti eut très rapidement beaucoup de succès, si bien que dès 1893, elle comptait 1200 habitants alors qu'Obock, la capitale, ne dépassait pas le millier. L'administration française commença à faire sentir son poids plus directement, finit par entrer en conflit avec Bourhane Bey en 1894 et l'obligea à quitter ses fonctions. L'année suivante, 4 à 5000 habitants résidaient à Djibouti et, au mois de mars, Lagarde opérait le transfert de tous les services administratifs. A l'occasion de cette situation nouvelle, les Français achevèrent d'asseoir leur autorité.

Par le décret du **9 mai 1896** ils créèrent une nouvelle colonie en réunissant le Territoire d'Obock, les protectorats sur Tadjoura, le Gobaad, le Ghoubbet-el-Kharab, le pays Issa - jusqu'aux limites avec les Anglais - avec Djibouti pour capitale. **C'est l'acte de naissance officiel de la "Côte Française des Somalis et Dépendances"**.

Ce « point » situé à la Corne de l'Afrique va se développer au contact de l'Occident et une des œuvres qui a contribué au rayonnement et à la justification de l'influence française à Djibouti est le chemin de fer. C'est Chefneux qui va être en 1897 le maître d'ouvrage de la voie ferrée, l'emblème de la civilisation et de la modernité. Voici la remarque d'Armandy.

Chefneux, l'animateur à qui ils doivent tout : le chemin de fer, les postes, le téléphone ; Chefneux sans qui ils seraient restés ce qu'ils sont : des sauvages, et qui leur a donné l'unique badigeon de civilisation dont ils puissent s'enorgueillir ...

En vue de porter aide à la Mission Marchand, qui devait traverser à pied le continent africain depuis les côtes du Congo jusqu'au Nil Blanc, la Mission de Bonchamps se proposait de rejoindre la rive droite du Nil Blanc. Partant de Djibouti, elle traverserait l'éthiopie. Lagarde fut chargé de la préparation diplomatique. Ses pourparlers avec le ras Makonen puis le négus Ménélik aboutirent à la signature du traité franco-égyptien du 27 janvier 1897, aux conditions intéressantes pour Djibouti. Il stipulait, entre autres clauses:

- que la France considérait Djibouti comme le seul débouché du commerce éthiopien et autorisait le transit du matériel de guerre nécessaire à l'Empire éthiopien,
- que l'Éthiopie considérait Djibouti comme le seul débouché officiel du commerce éthiopien,
- que les frontières étaient fixées entre la colonie et l'Éthiopie.

Le 11 février 1893, Alfred Ilg, ingénieur suisse, obtenait de Ménélik la concession de la construction de tous les chemins de fer en Abyssinie. Le 9 mars 1894, il fondait, avec Chefneux, la Compagnie Impériale d'Éthiopie pour la construction d'un chemin de fer Djibouti-HararAddis-Nil Blanc. Le 7 août 1896 naissait la Compagnie Impériale des Chemins de fer Éthiopiens. Malgré de médiocres moyens financiers, les travaux débutèrent en octobre 1897 avec les entrepreneurs Duparchy et Vigouroux. La ligne ouverte officiellement au commerce le 7 juin 1917.

La ville de Djibouti comptait approximativement 6000 habitants en 1897. Elle passa brusquement à 10 000 environ en 1898, puis à 15 000 en 1900, dont 2000 Européens.

Sâdiq al-Mu'ayyad est en charge de la réalisation de **la ligne télégraphique du Hijaz** et, à partir de 1902, il participe à la construction du chemin de fer du Hijaz.

Le service des Postes commença à se moderniser. Il hérita en **1920 du télégraphe sans fil de la Marine Nationale** qui permettait des liaisons nocturnes avec la France, Madagascar et l'Indochine.

La station côtière ("Sanfil") assurait la liaison avec les navires en mer et avec Aden et donc les câbles de l'Eastern.



Salines de Djibouti et poste T.S.F [Télégraphie Sans Fil) . La liaison avec l'Éthiopie passait par un fil loué .

1920 Un réseau téléphonique urbain fit ses débuts à Djibouti.

Par la suite, la délimitation du territoire sera affinée en 1954, lorsque l'**Éthiopie**, qui s'est « fédérée » avec l'**Erythrée** en 1952 (elle ne l'a réellement annexée qu'en 1962) et s'est ainsi donné une fenêtre sur la Mer Rouge pour se « désenclaver », se fera également céder les marges occidentales de la Côte française des Somalis.

Le 8 mai 1977, la population djiboutienne consultée optait pour l'indépendance et le 27 juin cette indépendance était proclamée, donnant naissance à la république de Djibouti avec à sa tête le président Hassan Gouled Aptidon.

Somalie

L'histoire de la Somalie peut être, à l'instar des autres États d'Afrique, divisée en période pré-coloniale, coloniale et post-coloniale. Cette dernière est marquée par des troubles ayant fait tomber les institutions somaliennes.

À partir de 1875, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie revendiquent le territoire de la Somalie. La Grande-Bretagne s'est emparé déjà de la cité portuaire d'Aden au Yémen, et désire mettre la main sur Berbera, située juste en face. La mer Rouge est alors une voie cruciale vers les colonies britanniques en Inde.

La France s'intéresse aux gisements de charbon de l'intérieur des terres, et veut casser les ambitions britanniques de construire un chemin de fer longeant la côte est de l'Afrique du nord au sud. L'Italie, tout juste unifiée et sans expérience coloniale, cherche surtout à obtenir des territoires en Afrique sans devoir affronter de puissance européenne. Elle s'approprie le sud de la Somalie, ce qui va devenir la plus grande revendication européenne dans le pays, mais aussi la moins intéressante sur le plan stratégique.

En 1884, l'Égypte devenue indépendante de l'empire Ottoman souhaite restaurer son ancienne puissance et s'intéresse à l'Afrique de l'est.

Le Soudan lui résiste cependant, et la révolution mahdiste de 1885 expulse les forces égyptiennes hors du Soudan, mettant un terme aux velléités de créer un nouvel empire égyptien. Les troupes qui sont parvenues en Somalie sont secourues par la Grande-Bretagne et escortées pour leur retour de leur côté des lignes. Par la suite, la plus grande menace sur les ambitions européennes en Somalie vient de l'Éthiopie, en la personne de l'empereur **Menelik II**, qui a réussi à éviter à son pays l'occupation, et qui projette d'envahir à nouveau la Somalie.

La résistance somalienne à la colonisation commence sérieusement en 1899 derrière Mohammed Abdullah Hassan,

En 1900, Menelik II annexe l'Ogaden,

Ménélik meurt en 1913, mais il a pratiquement cessé de gouverner dès 1909, date où la régence est confiée au ras Tessemma. Il laisse une œuvre considérable, une Éthiopie réunifiée et modernisée. Avant même la fondation de la nouvelle capitale d'Addis-Abéba (1894), les postes éthiopiennes sont entrées en fonction. ***L'on voit apparaître électricité, télégraphe, automobiles*** ; le souverain manifeste un intérêt pertinent aux inventions modernes. Une première route est tracée, sur 60 kilomètres, d'Addis-^{is} vers la résidence nouvelle d'Addis-Alem.

Brillant orateur soutenu par les derviches fondamentalistes issus de sa lignée maternelle, Hassan mène une guérilla sanglante pendant deux décennies, jusqu'à ce que la Royal Air Force britannique bombarde la région en 1920. Hassan prend la fuite et meurt d'une pneumonie peu de temps après, devenant une figure héroïque du nationalisme somalien. Ce conflit est l'une des plus longues et des plus sanglantes guerres de résistance en Afrique subsaharienne, qui coûte la vie à près d'un tiers de la population du nord de la Somalie.

Pendant que la Grande-Bretagne est en prise avec les troupes d'Hassan, la France ne fait guère usage de ses possessions en Somalie.

Malgré la défaite infligée aux troupes d'Hassan, les Dulbahante n'acceptent aucune négociation, et toute la période d'occupation britannique est traversée par des violences sporadiques. La situation s'aggrave lorsque l'Italie envahit avec succès l'Éthiopie et entre le 5 mai 1936 dans Addis-Abeba, confisquant à la Grande-Bretagne son seul allié de la région contre les rebelles somalis. La Grande-Bretagne reprend la Somalie dès 1941 jusqu'en 1949 ... La Somalie obtient son indépendance comme prévu en 1960..

Pendant toutes ces périodes troubles, les télécommunications ne sont pas très développées.

1937 Un service ***radiotéléphonique*** entre l'Italie et Mogadiscio a été inauguré le 1er avril 1937 afin de permettre les échanges de conversations entre la métropole et les principales villes de l'Afrique orientale italienne: Addis Abeba, Asmara et Mogadiscio. Le tarif pour les trois premières minutes est de 40 liras, chaque minute en plus étant taxée 10 liras. Une taxe supplémentaire de 20 liras est demandée pour le trafic partagé.

Il y a très peu d'informations permettant de tracer le développement des télécommunications en Somalie.

Comparée à l'Union européenne, Somalie est très en retard dans le développement des télécommunications.

En 1990, le code national +252 comptait 8,94 millions de lignes. Parmi elles, on comptait 8,84 millions de téléphones portables, ce qui correspond à une moyenne de 0,52 par personne. Dans l'UE, ce chiffre est de 1,2 téléphone portable par personne.